

Argentine : l'option du soja contre les paysans et les indigènes

Darío Aranda¹

L'Argentine est le théâtre d'une prolifération de grands projets miniers, pétroliers et agro-industriels. Le soja, qui connaît une croissance exponentielle, est l'illustration la plus emblématique de ce modèle « extractiviste ». L'expansion de la frontière agricole qui en résulte a des conséquences environnementales et sociales désastreuses. Les conflits fonciers entre paysans et industrie agricole se multiplient.

Siège du gouvernement à Buenos Aires. Il est midi ce 27 avril 2011 lorsque la présidente Cristina Fernández de Kirchner annonce à la télévision nationale l'envoi au congrès d'un projet de loi visant à réglementer la vente de terres aux étrangers. À 700 mètres de là, la communauté indigène toba² Primavera en est à son quatrième mois de campement sur l'avenue Nove de Julio et à quarante-huit heures de grève de la faim. Ses membres exigent le respect de la constitution, qui reconnaît la propriété communautaire des terres que les indigènes occupent traditionnellement. Ils réclament justice, suite à la répression du 23 novembre 2010, lorsque la police provinciale (avec la complicité de la gendarmerie nationale) a chargé des personnes âgées, des femmes et des hommes. Et a assassiné Roberto Lopez, 62 ans.

1. Journaliste au quotidien *Página 12* et à la revue *MU* (lavaca.org), collaborateur de l'Observatorio de Derechos Humanos de Pueblos Indígenas (odhpi.org).

2. Les Tobas sont un peuple indigène vivant dans le nord de l'Argentine (provinces de Formosa, Chaco et Santa Fé), ainsi qu'au Paraguay et en Bolivie.

limiter l'acquisition de terres par des étrangers ?

Les frères italiens Carlo et Luciano Benetton ont accumulé un million d'hectares de terres en Argentine. Vaut-il réellement mieux que cette superficie soit aux mains de Gustavo Grobocopatel, de Buenos Aires ? L'Américain Douglas Tompkins possède de son côté plus de 270 000 hectares. Est-il préférable qu'ils soient transférés à Alfredo Olmedo, de la province de Salta ?

Peu de gens s'opposent à cette législation sur la vente de terres aux étrangers. Personne en tout cas parmi ceux qui promeuvent le modèle agro-industriel actuel, dont le soja n'est que la face la plus visible, parce qu'une loi de ce genre ne portera pas atteinte aux intérêts des bénéficiaires de ce modèle. De fait, la régulation de la propriété étrangère des terres ne touche pas le cœur de l'injustice rurale : la concentration de la terre. D'après les données de l'Institut agricole d'Argentine, la moitié des terres du pays est contrôlée par les 2 % des exploitations les plus grandes, tandis que les 57 % les plus petites n'occupent que 3 % du patrimoine foncier national. Le processus auquel nous assistons est donc bien celui d'une réforme agraire, mais une réforme agraire à l'envers.

D'après le recensement national de 1988, il y avait 422 000 exploitations agricoles dans le pays. Elles n'étaient plus que 318 000 en 2002 – un quart d'entre elles ont donc disparu en moins de quinze ans. Tout indique que ce processus se soit encore accentué après 2002, mais les données officielles sont lacunaires. C'est en 2008 que le dernier recensement agricole a été effectué. Il fournit une série d'informations précises et importantes, mais ne couvre pas l'ensemble du territoire national et n'a jamais publié toutes les données recueillies. Par conséquent les sociologues ne le considèrent pas comme valide et se voient obligés, bien à contrecœur, de continuer à utiliser le recensement de 2002.

Qui plus est les entrepreneurs et les gouvernements étrangers n'ont pas besoin d'acheter les terres d'Argentine pour les exploiter selon leurs besoins. En octobre 2010, le gouvernement de la province de Río Negro a signé un accord avec la Chine pour la culture de 240 000 hectares, soit deux fois la surface agricole actuelle du Río Negro. Une initiative présentée comme « *la plus importante de l'histoire de la province* ». Or, un large éventail d'organisations mettent en garde contre l'« expansion du soja » (*sojización*) en Patagonie et dénoncent les conséquences sociales, environnementales et sanitaires qu'elle implique. Elles soulignent par ailleurs les

avantages disproportionnés pour le géant asiatique : la province offre 3 000 hectares, en promet 240 000 supplémentaires, octroie une zone de son port pour une durée de cinquante années, promet l'adoption de lois encourageant l'« investissement » et oblige l'État provincial à couvrir les coûts de bureau, de logement et de transport des techniciens de la compagnie chinoise.

De son côté, le gouvernement du Chaco a signé un accord en février 2013 avec le fonds d'investissement Groupe Alkhorayef d'Arabie saoudite. L'entente porte sur 200 000 hectares de terre dans la région du Chaco, où vivent des populations indigènes dont le territoire est déjà laminé par l'avancée du soja. Le gouvernement provincial a signalé que les terres ne seraient pas vendues, mais qu'on pourrait y semer du soja. *« Si ces négociations progressent, non seulement on empêchera arbitrairement l'accès au territoire du Chaco à ses destinataires les plus légitimes (indigènes et paysans), mais on enclenchera aussi un processus irréversible de destruction, d'érosion et de pollution chimique, d'autant qu'il s'agit de sols impropres à l'agriculture. Il y aura donc non seulement cession d'un patrimoine d'aujourd'hui, mais aussi de notre futur à tous »*, a dénoncé le Forum multisectoriel pour la terre du Chaco.

Expansion de l'agrobusiness, multiplication des conflits

Le problème principal des paysans et des indigènes n'est donc pas l'accaparement étranger, mais bien le modèle agricole dominant, qui s'est renforcé envers et contre tout ces dix dernières années. En 2001, on a semé en Argentine 10 millions d'hectares de soja. En 2003, il y en avait 12 millions. Après sept ans de « kirchnérisme³ », le record de 19 millions d'hectares de monoculture de soja a été atteint, soit 56 % des terres cultivées du pays.

Les techniciens et les fonctionnaires célèbrent le « *déplacement de la frontière agricole* ». Mais celui-ci se traduit quotidiennement par des expulsions massives et violentes. Le Mouvement national paysan indigène d'Argentine (MNCI-Via Campesina) estime à 200 000 le nombre de familles rurales expulsées à cause de l'avancée du soja. Là où le MNCI a une grande présence, comme à Santiago

3. En référence à la période s'ouvrant avec le mandat présidentiel de Néstor Kirchner (2003-2007) et se poursuivant avec les deux mandats de son épouse Christina Fernández de Kirchner (2007-2011 ; 2011-).

del Estero ou Córdoba, les bulldozers sont au service de la grande production et des fédérations de grands propriétaires.

Ni le gouvernement national ni les exécutifs provinciaux ne disposent de données sur les conflits ruraux causés par l'expansion de l'agrobusiness. En octobre 2010, le Réseau agroforestier du Chaco (Redaf), un groupe multidisciplinaire composé d'ONG sociales et environnementales, d'universitaires et de techniciens du nord du pays, a présenté le rapport *Conflits fonciers et environnementaux dans la région du Chaco argentin*. L'enquête a enregistré cent soixante-neuf conflits portant sur près de 9 millions d'hectares et touchant 950 000 personnes, principalement des indigènes et des paysans, dans seulement six provinces du nord (Salta, Formosa, Chaco, Santiago del Estero et le nord de Santa Fé et de Córdoba).

Pour le Redaf, « *la racine des conflits autour de la terre se trouve dans la compétition pour l'utilisation et le contrôle de l'espace territorial entraînée par l'imposition d'une culture sur une autre. D'un côté, une agro-industrie qui conçoit la terre comme un espace de production et d'affaires, de l'autre une culture indigène et paysanne pour laquelle la terre est un espace de vie* ». Le rapport signale aussi que la majeure partie des conflits (89 %) ont émergé après l'année 2000. « *Cela correspond à l'impulsion du modèle agro-exportateur favorisé par les conditions du marché international du soja, qui a entraîné l'expansion de la frontière agricole dans la région du Chaco.* »

Voix paysannes et indigènes

Le 19 avril 2013, une douzaine d'organisations paysannes ont partagé avec une poignée de législateurs un projet de loi visant à freiner les expulsions rurales. Cette convergence inédite d'organisations aux profils différents est prometteuse. Le pouvoir en place a cependant fait montre de frilosité à l'égard de l'initiative. Très peu de députés de la majorité étaient présents lors de la présentation du projet et les médias officiels l'ont à peine évoqué.

Comme l'expliquent Miguel Teubal et Thomas Palmisano, « *le modèle actuel est basé sur une focalisation extrême sur le soja, [...] poussée par le "système de l'agrobusiness" [...], dont les protagonistes sont les entreprises exportatrices, les grands producteurs de soja et les gigantesques consortiums de semilles* » (2010). Les chercheurs précisent que sept entreprises représentent 83 % des exportations de soja (Cargill, Noble Argentine, ADM, Bunge, LDC-Dreyfus, AC Toepfer et Nidera) et que 82 % de l'huile argentine est

produite par cinq compagnies (Bunge, LDC-Dreyfus, Cargill, ADG et Molinos Rio de la Plata). D'autre part, 90 % des produits à base de soja se trouvent entre les mains de six acteurs (Cargill, Bunge, Dreyfus, AGD, Vicentín et Molinos Rio de la Plata).

Les membres du Réseau agroforestier signalent que, pour les indigènes comme pour les paysans, l'État ne joue pas son rôle dans la résolution des conflits. *« L'impunité règne, les gouvernements font preuve de manque de volonté politique pour résoudre les problèmes. L'inefficacité et le manque de réponse de l'État sont évidents. Les gouvernements ignorent les plaintes et lorsqu'ils les entendent, ils les traitent politiquement, afin de diviser les communautés et les organisations. »*

Ils soulignent également la dimension « asymétrique » des conflits : les entreprises, les grandes fortunes et l'État lui-même disputent des terres à des familles paysannes et indigènes. *« Les premiers contrôlent l'information, ont un impact sur les médias, ont davantage de ressources et, surtout, ont des relations avec le pouvoir »*. Quant à l'État, non seulement il ne soutient pas les paysans et les indigènes, mais ses interventions indiquent clairement que *« dans la pratique, il continue à soutenir le modèle de production extractiviste, au détriment du mode de vie indigène et paysan »*.

Dans le rapport *La violence rurale dans l'Argentine de l'agrobusiness* (2010), le Groupe d'étude sur l'écologie politique de l'Institut Gino Germani (Université de Buenos Aires) confirme l'augmentation de la violence contre les paysans et les indigènes, la criminalisation, la militarisation et la coercition physique. Pour les auteurs, *« l'augmentation de la violence rurale en Argentine doit être interprétée dans le cadre de la mise en œuvre d'un projet global d'agrostratégie et de politiques publiques visant l'augmentation de l'extraction et de la consommation des ressources naturelles [...] Le différend territorial entre l'agro-industrie et les communautés autochtones et paysannes et la violence que la première fait subir aux secondes est le symptôme d'un processus de concentration »*. Plus grave, *« la violence en milieu rural n'est pas tellement l'expression de l'absence d'institutions en matière de terres et de droits des peuples indigènes et des communautés paysannes, elle représente plutôt une réponse de l'État lui-même »*.

En mai 2010, des centaines d'indigènes de tout le pays ont défilé pendant dix jours. Pour la première fois en 200 ans, une marche indigène massive est arrivée à la Plaza de Mayo (Buenos Aires) et

s'est entretenue avec l'exécutif national. Une vingtaine de leaders indigènes ont rencontré la présidente Cristina Fernández et exposé leurs besoins et leurs aspirations, ancrés dans la défense du territoire et le rejet du modèle extractiviste (soja, monoculture d'arbres, exploitations minières et pétrolières). La présidente a ensuite pris la parole et annoncé qu'en cas de découverte de pétrole dans une communauté indigène, le déménagement devrait se faire de la façon la moins traumatisante possible.

Le modèle extractiviste poursuit donc son développement implacable. Le Plan stratégique de l'agroalimentaire 2010-2020 mise sur une croissance de la production de céréales de 60 %, pour atteindre 160 millions de tonnes en 2020. Avec pour corollaire une poursuite de l'expansion de la frontière agricole et de son cortège de conséquences environnementales et sociales désastreuses.

Traduction de l'espagnol : Carlos Mendoza

Bibliographie

- Palmisano T. et Teubal M. (coord.) (2010), « El conflicto agrario : características y proyección », Giarracca N. et Teubal M., *Del paro agrario a las elecciones de 2009*, Buenos Aires, Antropofagia.
- Redaf (2010), « Conflictos sobre tenencia de tierra y ambientales en la region del Chaco Argentino », Red Agroforestal Chaco Argentina, Santa Fe.